

Le 19 novembre 2020

Une société qui prospère est une société où les femmes prennent leur place



Le 6 décembre marque la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et souligne le triste anniversaire de l'assassinat de 14 femmes à l'École Polytechnique de Montréal en 1989.

Il y aura 31 ans, le 6 décembre prochain, que Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte, et Barbara Klucznik-Widajewicz ont été tuées parce qu'elles étaient des femmes qui osaient faire des études en génie.

La tuerie de l'École Polytechnique n'était pas seulement une attaque contre ces 14 femmes, mais aussi contre le féminisme et contre la présence des femmes dans les lieux de

travail et les établissements d'enseignement où, depuis toujours, les hommes prédominaient. Cet événement a jeté un éclairage inconfortable, mais nécessaire, sur la violence faite aux femmes dans notre pays.

Il nous a obligés à nous pencher sur le sexism et la misogynie qui sont enracinés dans tous les aspects de notre société. Une constatation s'imposait : il fallait faire mieux.

En 1989, année du massacre, les femmes ne comptaient que pour 16 % de la population étudiante de premier cycle en génie au Canada. Trente ans plus tard, il y a eu des progrès, mais ils sont lents. Aujourd'hui, la présence des femmes dans les études de premier cycle en génie n'est que de 22 %, ce qui est encore loin de la parité hommes-femmes.

La croissance a aussi été lente dans d'autres professions. Aujourd'hui, les femmes représentent plus de la moitié de la population canadienne et près de la moitié de la population active, mais elles continuent d'être sous-représentées dans les postes de direction politiques et professionnels.

Et même lorsque les femmes accèdent à des postes de direction et de pouvoir, elles sont souvent désavantagées, sous-utilisées ou amenées à croire que leur présence est symbolique. La situation est encore pire pour les femmes racisées ou autochtones.

Mais les femmes mènent la lutte. Elles continuent de se battre pour de nombreuses raisons : elles font partie de la population active; sont présentes dans les collèges et les universités; ont leur place dans les salles de



conférence; occupent des postes de leadership dans les syndicats et aspirent un jour à diriger le pays.

Il faut que les femmes soient plus nombreuses à occuper des postes de direction dans toutes les sphères de la société, que ce soit dans les gouvernements, les sciences ou le milieu syndical. Il faut que leur présence soit la norme, et non l'exception. Notre société a besoin de femmes capables d'influencer la prise de décisions et d'ouvrir la voie à l'égalité des sexes dans tous les secteurs.

Les 14 femmes qui sont mortes à l'École Polytechnique avaient parfaitement le droit d'étudier dans la discipline de leur choix. Elles ne se voyaient pas comme des pionnières. Leur héritage est beaucoup plus grand que la façon dont elles sont mortes. Leur mort a joué un rôle de catalyseur dans l'ensemble du pays et de la société en nous aidant à décider de ce que nous voulons être.

Fini d'attendre l'invitation. Dorénavant, les femmes prennent leur place. La société n'en est que plus riche et forte.

Solidarité,



Jan Simpson, présidente nationale



Julee Sanderson, 1^{re} vice-présidente nationale



Bev Collins, secrétaire-trésorière nationale

2019-2023 / Bulletin no 212

/bk sepb 225 ab scfp 1979

